

PROJET DE LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE, AVEC OU SANS GUERINI : C'EST NON

Stanislas GUERINI, ministre de la Transformation et de la Fonction Publique, avait lancé le 9 avril 2024 une « pseudo-concertation » sur le projet de loi Fonction publique. Il s'agissait en fait d'une remise en cause de la Fonction publique de carrière que nous devons combattre. Les buzz médiatiques du ministre sur le « *davantage récompenser le mérite* », « *lever le tabou du licenciement des fonctionnaires* » ou encore sur « *la remise en cause des catégories C, B et A* » sont inacceptables et en disent long sur ses intentions !

La CGT des 3 Fonction publique appelle à combattre ces projets de réformes :

1. Licenciements facilités pour « insuffisance professionnelle » Le projet prévoit de simplifier le processus permettant de **licencier les fonctionnaires jugés insuffisants professionnellement**.
2. Abolition des catégories A, B, C et révision du système de rémunération : Cette réforme vise à supprimer les catégories existantes et le calcul des salaires basé sur le point d'indice. Cela marquerait la fin de la fonction publique de carrière, plaçant les agents sous l'autorité arbitraire de leurs employeurs, où **la notion de « compétence » serait définie de manière subjective et potentiellement biaisée**.
3. Introduction d'une rémunération au mérite : Promouvoir une rémunération basée sur le « mérite » pourrait sembler positif, mais dans ce contexte, il s'agit d'évaluer les fonctionnaires de manière subjective. **Ce système pourrait engendrer des inégalités et des favoritismes**, érodant l'équité et la transparence dans la gestion des carrières.



Ce qui arrivera avec Macron ou Le Pen : Sous Macron, cette loi s'inscrit dans une logique de privatisation rampante des services publics, de réduction des effectifs et de remise en cause des statuts protecteurs des agents. La dérégulation et la précarisation de l'emploi public deviennent la norme, avec des conséquences désastreuses pour les usagers et les agents eux-mêmes. Quant à Le Pen, le programme est tout aussi alarmant, avec un accent sur la dénationalisation de certains services, l'augmentation du recours à des prestataires privés et une vision autoritaire de la gestion des agents publics. Dans les deux cas, l'essence même du service public est en danger, au profit de logiques marchandes et au détriment de l'intérêt général.

Les revendications de la CGT :

1. **Retrait du projet de loi transformation de la fonction publique** : Nous exigeons le retrait immédiat de ce projet de loi destructeur et la mise en place de véritables négociations avec les représentants des agents publics.
2. **Renforcement du statut de fonctionnaire** : La protection statutaire est une garantie essentielle pour l'indépendance et la qualité du service public. Nous demandons des mesures fortes pour la consolider et la renforcer.
3. **Non à la précarisation** : Halte à la généralisation des contrats précaires dans la fonction publique. Nous exigeons des embauches massives de titulaires pour assurer la continuité et la qualité du service public.
4. **Amélioration des conditions de travail** : Les agents publics doivent bénéficier de conditions de travail dignes et sécurisées. Cela passe par une réelle reconnaissance de leur engagement et une amélioration des conditions matérielles et organisationnelles.
5. **Dialogue social renforcé** : La voix des agents publics doit être entendue et respectée. Nous demandons la mise en place d'instances de concertation efficaces et transparentes, où les décisions se prennent avec et pour les agents.



Mobilisons-nous ensemble pour défendre nos droits, notre statut, et un service public de qualité, accessible à tous. La loi de transformation de la fonction publique, **avec ou sans Guérini, c'est NON !**

La CGT a toujours alerté sur les positions de ces partis qui s'opposent systématiquement aux revendications des salariés et portent une politique radicalement anti-sociale. C'est dans la désespérance sociale que se trouve le terreau des partis d'extrême-droite. Les politiques libérales et antisociales mises en œuvre par les gouvernements successifs, ces dernières années, en sont les principales causes.

Face à l'effondrement de notre système de santé et d'action sociale et de l'ensemble des services publics, les réponses se trouvent dans les revendications des personnels :

- **Pour l'augmentation des salaires et des budgets**
- **Pour un accès aux soins pour tous par le secteur public**
- **Pour l'arrêt des restructurations, des fermetures de services publics, des suppressions de postes**

Dans le contexte politique, plus que jamais, pas question de mettre nos revendications en sourdine. Devant la gravité de la situation, la CGT appelle les salariés à se réunir pour débattre sur les luttes indispensables à mener pour garantir nos droits, améliorer nos conditions de travail et de vie et gagner le progrès social et à se mobiliser par tout les moyens y compris par la grève les 20 et 27 juin 2024.

